

La rentrée chaotique d'Emmanuel Macron

mercredi 27 septembre 2023, par [Jean-François COLLIN](#)

Le chef de l'État, en difficultés, cherche désespérément à trouver un nouveau souffle, à reprendre la main, à présenter un nouveau « narratif » pour sortir de l'ornière. Il s'y prend bien mal et multiplie les fautes politiques.

Dimanche 24 septembre, E. Macron décida, semble-t-il de façon soudaine et improvisée, de donner une longue interview, diffusée à l'heure de plus grande écoute sur les deux principales chaînes de télévision, TF1 et France 2.

Il n'y annonça pas grand-chose d'ailleurs, sinon qu'une de ses récentes improvisations, l'annonce de la vente à perte du carburant par les distributeurs, était abandonnée. Pour couvrir sa retraite, il demanda aux distributeurs de vendre le carburant à prix coûtant. Les grands distributeurs firent remarquer après l'intervention présidentielle que la vente à prix coûtant représenterait un bénéfice d'un à deux centimes d'euro par litre pour les acheteurs, tandis que les distributeurs indépendants faisaient connaître leur refus de vendre à prix coûtant, sous peine de disparaître. Rappelons que le gazole se vendait entre 1,45€ et 1,50 €/litre en 2019/2020, avant l'épidémie de Covid et qu'il oscille entre 1,80 et 2 € depuis le milieu de l'année 2022. Un centime de baisse serait donc dérisoire. C'est sans doute pourquoi E. Macron promit en même temps une aide de 100€/an aux moins riches obligés de prendre leur voiture pour aller travailler.

Mais le principal problème posé par cette intervention n'est pas son contenu mais le moment où elle a été faite.

Pourquoi le Président de la République éprouva-t-il le besoin d'occuper les chaînes de télévision le soir des élections sénatoriales qui de ce fait furent à peine évoquées ?

On savait qu'il n'avait guère de considération pour le Parlement, mais à ce point, cela devient inquiétant. Il est vrai qu'une nouvelle fois le scrutin ne lui fut pas favorable. Son parti, « Renaissance » qui devait concrétiser un nouveau départ après l'incapacité de son mouvement précédent « En marche » à aller de l'avant, enregistra un nouveau désaveu alors que toutes les autres formations représentées au Sénat progressaient, à droite comme à gauche.

Les journalistes de TF1 et France 2 ne trouvèrent pas le temps d'interroger le Président sur l'élection sénatoriale malgré la longueur de l'entretien. Celui-ci l'évoqua brièvement, de son propre chef, à la fin de l'interview pour saluer le renouvellement du tiers du Sénat, manifestant ainsi qu'il ignorait que ce mode de renouvellement du Sénat avait été modifié par une loi organique de 2003 au profit d'un renouvellement par moitié des sénateurs tous les trois ans. Une telle bévue est inquiétante venant de celui qui est censé être le garant de la constitution.

Il est en tout cas choquant et inhabituel que le chef de l'État occupe les ondes un soir d'élection nationale et il est regrettable que cela soit advenu sans susciter beaucoup de critiques.

Il est vrai que la liberté d'information n'est pas le souci premier de l'exécutif. La semaine précédente, la journaliste d'investigation de « Disclose », Ariane Lavrilleux avait été placée en garde à vue pour la contraindre à révéler les sources lui ayant permis de rédiger une série d'articles sur l'utilisation à des fins répressives de moyens consacrés par la France à sa coopération avec l'Égypte. Dans la foulée, trois journalistes de Libération étaient convoqués par la police judiciaire de Lille à raison d'articles écrits sur la mort d'Amine Leknoun tué par un policier de la BAC.

Le gouvernement est plus soucieux de verrouiller l'information que de faire vivre des médias indépendants dans un pays où la concentration des organes de presse dans les mains de quelques milliardaires est presque sans équivalent.

Et puis, il faut évoquer la présence d'E Macron, le 23 septembre, à la messe organisée à l'occasion de la visite du pape non pas en France mais en Méditerranée, comme ce dernier l'a déclaré dans l'avion qui le conduisait à Marseille.

On notera l'étrangeté, pour ne pas dire l'impolitesse, d'un chef d'État, celui du Vatican, se rendant à Marseille en considérant qu'il ne venait pas en France mais dans une ville méditerranéenne. La pape ne s'intéresse pas à la France, nous ont expliqué les médias, mais aux chrétiens des « périphéries » qu'il visite beaucoup plus volontiers. Soit. Si j'étais chrétien, je serais vexé, mais ne l'étant pas, je laisse le soin aux chrétiens de régler leurs comptes avec leur chef de file.

En revanche, je suis concerné par la présence inopportune du président de la République française à la messe organisée à cette occasion.

Disons les choses simplement, E Macron n'avait rien à y faire.

Le pape François a ironisé sur l'énergie dépensée par l'Élysée pour organiser une rencontre qu'il ne souhaitait pas. Mais on peut, après tout, trouver normal que le Président de la République accueille le chef de l'État du Vatican en France, ne serait-ce que pour lui rappeler qu'il s'y trouve bien, à condition que ce soit en dehors d'un lieu de culte et sans participation à une célébration religieuse.

En revanche, sa présence à la messe qui suivit l'entretien, « en tant que président d'une République laïque » a-t-il pris soin de préciser est inacceptable, du point de vue de la laïcité précisément. Dans une excellente tribune publiée par « le Monde », l'historien JN Jeanneney fit un sort aux soi-disant précédents excipés par les médias pour justifier la présence d'E Macron à cette messe. Il rappelle notamment le refus absolu de Clémenceau de participer à un « Te Deum » à Notre-Dame pour célébrer la victoire de 1918, au nom d'un principe simple : si l'État protège l'exercice de tous les cultes, il ne doit se mêler à aucun d'entre eux. Il rappelle dans cette tribune, les circonstances précises de la présence de présidents de la République ayant précédé E Macron dans une église ; elles n'ont rien à voir avec celles de la participation de ce dernier à la messe de Marseille que rien ne peut justifier.

E. Macron sème une fois de plus la confusion, renforce la position de ceux qui attaquent la laïcité et montre une fois encore son absence de colonne vertébrale politique.

Il est vrai que dès 2018, il disait dans un discours prononcé au collège des Bernardins qu'il voulait « réparer le lien entre l'église et l'État qui s'était détérioré ».

Cette relation ne se détériore pourtant que lorsque les autorités de l'État s'écartent des principes posés en 1905 : l'État protège le libre exercice des cultes mais ne reconnaît ni ne subventionne aucun d'eux.

En participant à cette cérémonie religieuse, le président de la République a mis en cause ce principe, fragilisé la laïcité pour tenter de séduire l'électorat catholique du pays. Il n'est pas certain que cela contribue vraiment à sortir le macronisme de l'ornière, mais le coup porté à la laïcité lui ne fait pas de doute.

Terminons ce tour d'horizon de la rentrée en indiquant que si le président a trouvé du temps pour aller se faire siffler sur la pelouse du stade de France à l'occasion du premier match de l'équipe de France en coupe du monde de Rugby ou pour passer une journée avec le pape, il n'en a pas trouvé pour assister à l'assemblée générale des Nations-Unies, bien que la France soit membre du Conseil de sécurité de cette organisation et que l'Europe connaisse une guerre de haute intensité sur son territoire et malgré la dégradation de la situation dans les pays d'Afrique sahélienne dans lesquels la France a été très impliquée.

E Macron veut aller à des réunions auxquelles on ne l'invite pas, comme celle des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) au mois d'août 2023, mais il ne se rend pas à celles auxquelles il doit participer. Le multilatéralisme ne l'intéresse que lorsqu'il est l'occasion d'organiser une manifestation autour de sa personne, du type « one planet summit », ou conférence sur le financement de la transition écologique. Si ce n'est pas le cas, il s'en désintéresse.

On a pu mesurer la justesse de son analyse de l'évolution des relations internationales et des organisations qui la structurent lorsqu'il déclara l'OTAN « en état de mort cérébrale » peu de temps avant le déclenchement de la guerre en Ukraine et le regroupement de l'UE sous la houlette du mort en

question, loin des rêves macroniens de construction d'une défense européenne.

E. Macron n'est pas responsable du coup d'État au Niger au mois de juillet dernier, mais sa gestion de cette nouvelle crise est très discutable. Son entêtement à maintenir sur place l'ambassadeur de France à Niamey dont les putschistes demandaient le départ n'aura servi qu'à renforcer la position de la junte militaire et à exacerber les sentiments anti-français, en l'absence de soutien effectif de la CEDEAO et d'appui de l'Union européenne.

On ne peut que s'inquiéter des conditions dans lesquelles le second mandat d'E Macron, commencé il y a un peu plus d'un an seulement, ira à son terme, tant son amateurisme et son exercice solitaire du pouvoir le conduisent à multiplier les erreurs.

25/09/2023

JF Collin